

Référence : **FR CJS/PEN-MA**
Intitulé : **Fonds Marcel Pennetier**
Dates : **1931-1987**
Niveau de description : Pièce
Importance matérielle : 0,1 m. l. (soit 1 boîte d'archives)
Localisation : Cave n°2

Noms des producteurs : Marcel Pennetier (via son fils Claude Pennetier)

Notice biographique :

Né le 14 avril 1914 à Issoudun (Indre), mort le 6 janvier 1993 à Saint-Amand-Montrond (Cher) ; instituteur ; militant oppositionnel de gauche, **puis UGS et PSU à Créteil** (Seine, Val-de-Marne) ; syndicaliste École émancipée.

Fiche Maitron rédigée par Claude Pennetier :

Petit-fils de métayers de La Groutte, dans le sud du Cher et fils d'un gendarme « républicain » et d'une mère au foyer, enfant unique, Marcel Pennetier fit ses études primaires et secondaires à Issoudun puis à Saint-Amand-Montrond comme boursier. Ses goûts et qualités le portaient vers les mathématiques, mais un conflit avec un professeur du collège de Saint-Amand-Montrond le rejeta vers les lettres. En 1931, il entra comme boursier en première supérieure au lycée Henri IV de Paris. Durant son séjour en khâgne, il passa une licence de philosophie et s'initia à l'activité politique et sociale.

Adhérent de l'Union fédérale des étudiants dirigée par de jeunes communistes, il organisa avec Max Barel des réunions ouvertes aux élèves des classes préparatoires aux grandes écoles, avec la participation de conférenciers comme Charles Rappoport et Paul Vaillant-Couturier. Dans une contribution destinée à la discussion interne, il fit la critique de la politique de « l'étudiant pauvre » et souhaita un élargissement de l'action de l'UFE. Le débat n'eut pas lieu mais un article reprenant certains passages de son texte, complétés par d'autres développements, parut en août 1932 dans les Cahiers du bolchevisme sous le pseudonyme de Block, vraisemblablement à l'initiative de Max Barel. Le vif débat qui se prolongea dans les numéros suivants lui échappa car, ayant fait des réserves sur la théorie du « social-fascisme » et la politique du Parti communiste allemand, Marcel Pennetier fut mis à l'écart de toute responsabilité dans l'UFE.

Il eut alors des discussions avec des membres de l'Opposition de gauche dont Yvan Craipeau, adhéra en 1933 à la Ligue communiste et participa à la fondation des Jeunesses léninistes. Pour acquérir son indépendance, Marcel Pennetier abandonna la khâgne en 1934 et prit une place d'instituteur suppléant. Syndiqué à la Fédération unitaire de l'enseignement, il y soutint l'orientation de la majorité fédérale. Les trotskystes ayant décidé d'entrer à la SFIO, il s'inscrivit à la section de Maisons-Alfort (Seine) où habitaient ses oncles et tantes, et fut désigné par les JC et les JS comme secrétaire du Comité antifasciste des jeunes de Maisons-Alfort. Incorporé au 26^e RI de Nancy en octobre

1935, il collabora avec de jeunes communistes et d'autres soldats à la publication d'un journal ronéoté défendant les revendications des appelés et prônant la liaison avec les travailleurs en grève.

Libéré de l'armée en 1937, Marcel Pennetier et sa compagne Suzanne née Lyonnaz (ils se marièrent en juillet), institutrice, furent nommés à Créteil où ils habitèrent. Il participa à la création d'une section du PSOP avec Albert Delettre. Sur le plan syndical, il défendait l'orientation de la tendance École émancipée. Secrétaire de la sous-section du SNI de Créteil, il participait au bureau de l'Union locale CGT. C'est là qu'il sympathisa avec le postier Marcel Galin, secrétaire du centre syndical depuis 1935. Avec Galin, il constitua un groupe du Parti ouvrier internationaliste qui selon un rapport envoyé par le Parti communiste à Moscou comptait cinq personnes (RGASPI, 495 270 8297). L'action tant politique que syndicale de Marcel Pennetier, et la défense des condamnés des procès de Moscou lors d'une réunion locale du Parti communiste lui valut, un soir d'octobre 1937, d'être sérieusement « tabassé » par une dizaine de partisans du député communiste André Parsal. Ce cas ne fut pas unique car en mars 1938, le responsable du commando, Lucien Richard fut condamné par le tribunal correctionnel à trois mois de prison, avec Raymond Deudon, pour coups et blessures sur des trotskystes, peine réduite à huit jours avec sursis en appel, en juillet 1939.

Mobilisé en août 1939, Marcel Pennetier prit part à la guerre dans diverses unités. Caporal, rattrapé par les troupes allemandes, il prit le risque d'entraîner son groupe à travers bois avec son adjoint d'origine allemande et, par chance, put mettre les hommes en état d'échapper au sort de prisonnier. Quelque temps après l'armistice, il rejoignit en vélo sa compagne dans le Cher en zone libre à Saint-Amand-Montond et se fit démobiliser. Revenu à Créteil, il obtint une délégation de professeur au collège Colbert de Paris. Dès son retour dans la région parisienne, Marcel Pennetier se mit à la disposition des dirigeants du Parti ouvrier internationaliste pour des tâches de propagande. C'est dans la cave de son pavillon à Créteil que furent ronéotés dès septembre 1940 les premiers numéros de La Vérité, journal clandestin du POI pendant la guerre.

Selon le témoignage de Charles Schechter que publie Lucette Heller-Goldenberg, « Nous avions soustrait l'une des ronéo des AJ et je me souvins l'avoir transportée seul à travers Paris dans le métro, puis dans l'autobus. Je me vois toujours assis avec la machine à côté de moi et bon nombre de soldats allemands à l'alentour. J'ai porté cette machine dans le petit pavillon de Pennetier, en septembre. J'avais été une première fois chez Pennetier pour tirer sur sa machine et on a gâché énormément de papier car, on n'arrivait pas à tirer convenablement et le travail s'est prolongé toute la journée avec une camarade. Nous étions exténués et irrités. C'est dans ces conditions que l'on a décidé d'apporter la seconde machine, celle de la rue Valois. On m'a fixé ensuite un rendez-vous avec la camarade qui tapait les stencils et c'est ainsi pour la première fois, au métro Pasteur, Suzanne Augonnet. » À l'intérieur du POI, il critiqua les thèses « nationales » de Marcel Hic et se plaça dans les rangs de la minorité. Son groupe de base fut démantelé en juin 1943 à la suite de l'arrestation de plusieurs de ses membres : Roland Filiâtre et Yvonne Filiâtre furent déportés, Henri Lafivière emprisonné. Il participa à la fusion du POI et du CCI pour donner le PCI et fut membre de la commission qui réintégra Pierre Bousset dans l'organisation.

Préoccupé par l'insertion des révolutionnaires dans le mouvement syndical, Marcel Pennetier se rendit auprès d'anciens responsables de la Fédération unitaire de l'enseignement pour renouer les liens rompus par la mobilisation, les internements, les révocations. En 1944 avec l'aide d'anciens animateurs de l'École émancipée (Marcel Valière, Raymond Guilloré, le soutien de Maurice Dommanget), des

libertaires dont Georges Fontenis comme des jeunes formés pendant la clandestinité par le POI, il édita un Bulletin des Amis de l'École émancipée (qui donnait comme siège son adresse à Créteil 17 rue de Normandie) et permit la restructuration de la tendance syndicaliste révolutionnaire de l'enseignement. L'Humanité du 26 juillet 1946 commentait son intervention au congrès national du SNI : « Pannetier (Seine) apporte le point de vue des critiques systématiques. Il votera contre le rapport moral ». Le transfert de la revue l'École émancipée à Marseille ne correspondait pas à ses souhaits. Il refusa un poste de professeur de philosophie dans l'enseignement secondaire en province, à Caen, pour rester en région parisienne dans le milieu syndical alors le plus vivant : le SNI. Marcel Pannetier enseigna le français, l'histoire et la géographie, au cours complémentaire Victor Hugo de Créteil jusqu'à sa retraite, revendiquant avec fierté le statut d'instituteur. Il passa, au début des années soixante, le concours de direction d'écoles et de collèges, fut reçu premier, mais refusa d'occuper les postes qui lui étaient proposés pour ne pas exercer une fonction « d'autorité », en savourant cependant le plaisir d'apprendre l'inquiétude de la municipalité de droite de Créteil qui le voyait prendre la direction d'un nouvel équipement en cours d'achèvement.

Responsable national de l'École émancipée de 1945 à 1947, il chercha non seulement à accroître l'audience de la tendance dans le milieu enseignant, mais aussi à la lier aux minorités syndicalistes révolutionnaires des autres corporations. Il lança en décembre 1945, avec l'appui du PCI le journal Front ouvrier où s'exprimaient des militants des PTT, du Livre, de l'enseignement ou de la métallurgie. Marcel Pannetier en fut directeur-gérant jusqu'à fin 1947. Délégué au congrès de l'Union départementale CGT en juin 1947, il prit la parole pour défendre une orientation d'élargissement et de coordination des luttes en cours, mais fut vivement pris à partie par Eugène Hénaff et accusé d'avoir voulu « assassiner Maurice Thorez », allusion à une bousculade lors des manifestations du 1^{er} Mai, alors qu'il distribuait un tract devant la tribune officielle. En octobre-novembre 1947, il s'affirma comme l'un des actifs animateurs du comité de grève des instituteurs de la Seine ; ce fut le temps fort de son itinéraire syndical.

Il se battit pour maintenir les libertaires dans l'École émancipée au moment où la CNT tentait d'attirer les enseignants (Le libertaire, 26 février 1948).

Durant la période 1944-1947, il participa à la vie intérieure du Parti communiste internationaliste. En vue du congrès de la IV^e Internationale, sous le pseudonyme de Darbout, il élaborait avec Jacques Gallienne des textes dans lesquels ils rejetaient pour l'État soviétique la qualification « d'État ouvrier dégénéré » et dénonçaient les conséquences politiques de cette qualification : « Défense inconditionnelle de l'URSS, stratégie suiviste par rapport aux organisations stalinienne. » Il tentait de démontrer que la bureaucratie politique en Russie s'était cristallisée en une classe dominante ayant dépossédé les travailleurs des pouvoirs politique et économique. Ami de Benjamin Péret, il s'en sépara cependant sur l'analyse du rôle des syndicats. Il partageait les positions de Natalia Trotsky qui rompit avec la IV^e Internationale en 1951, après un désaccord de « cinq ou six ans ». Ayant constaté l'impossibilité de créer un courant assez important de réflexion sur l'échec du trotskysme pendant la période 1944-1947, il quitta le PCI en 1948. Il resta cependant en bonnes relations avec Pierre Frank, mais pas avec Pierre Bousset dit Lambert dont il condamna toujours les méthodes. Il se retira progressivement de la vie politique et syndicale au plan national pour se consacrer à l'animation de sa sous-section du SNI (dont il fut le plus souvent secrétaire de 1946 à 1966), du comité local d'action

laïque de Créteil et de la vie locale, en particulier des patronages laïques. Ses élèves gardèrent le souvenir d'une forte personnalité, remarquable professeur et amateur des méthodes actives.

Lors de la guerre d'Algérie, Marcel Pennetier adhéra à la 12^e section de la Nouvelle Gauche puis de l'Union de la gauche socialiste. Bon orateur, il fut le candidat de l'Union des forces démocratiques aux élections législatives de novembre 1958, dans la circonscription de Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise) avec comme suppléant Jean Pécoup ; il recueillit 4,8 % des suffrages exprimés. Aux élections municipales du 15 mars 1959, il fut candidat sur la liste d'Union des gauches républicaines de Créteil (6^e), dirigée par le communiste Jean-Marie Joly. Avec Albert Delettre, il constitua une section locale du PSU qui compta une trentaine de membres. En septembre 1960, il signa le « Manifeste des 121 » (Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie) dans la seconde liste. Membre du bureau fédéral Seine-banlieue du PSU, il eut la préoccupation de regrouper les militants « lutte de classe » dans une tendance « socialiste révolutionnaire [SR] ». Celle-ci réunit des jeunes ouvriers venus du Mouvement de libération du peuple et d'anciens trotskystes. En 1963, elle obtint jusqu'à 20 % des mandats dans un conseil national du PSU sur ses propositions de programme de transition vers le socialisme. Marcel Pennetier représenta la tendance « socialiste révolutionnaire » au bureau politique comme responsable du travail « entreprise ». Il se rendit dans le Nord pour aider les membres du PSU engagés dans la grève des mineurs de 1963. Les « socialistes révolutionnaires » s'allièrent aux amis de Jean Poperen pour constituer le « courant unitaire » qui obtint au congrès de novembre 1963, 280 mandats contre 341 à l'alliance des « modernistes » et des « mendésistes ». Marcel Pennetier se sépara de Jean Poperen lors du ralliement inconditionnel de ce dernier à la candidature de François Mitterrand pour les élections présidentielles de décembre 1965.

Le ville de Créteil était profondément modifiée avec la construction des HLM du Mont-Mesly à partir de 1959, mais les équipements scolaires n'avaient pas été suivis. Un grave crise toucha la ville en 1963-1965. Il créa avec Jean Roméo un important comité local d'action laïque qui organisa un puissante compagne de presse et des réunions publiques qui ébranlèrent la municipalité centre-droit de Dassibat. Mais c'est le général Pierre Billotte, gaulliste de gauche, choisi par De Gaulle pour faire de Créteil un ville préfecture, qui l'emporta aux élections municipales de 1965.

Victime en août 1966 d'un accident qui le laissa paraplégique, il ne put reprendre ses activités politiques pendant plusieurs années. Après deux ans d'hôpital où il anima un collectif de malades au Centre de rééducation motrice de Fontainebleau (Seine-et-Marne), mis à la retraite pour invalidité, il se retira dans sa région d'origine, à Saint-Amand-Montrond (Cher) où il aida à la constitution d'un groupe départemental École émancipée. Il avait prêté la main à Marcel Valière, Julien Desachy et leurs amis syndicalistes-révolutionnaires, lors de mise à l'écart du courant « lambertiste » de l'École émancipée en 1969.

En 1982, sur ses terres d'origine, à Saint-Amand-Montrond, il adhéra au Parti socialiste et fut de 1984 à 1986 secrétaire de la section locale. Il assura également la présidence de la Libre pensée du Cher jusqu'à son décès. De plus en plus handicapé, perdant toute autonomie, sa vie devenant difficile, militant de l'association ADMD (mourir dans la dignité), il avait fixé lui-même le terme de sa vie quelques jours après les fêtes de la nouvelle année 1993.

L'École émancipée organisa un hommage à Paris, dans les locaux de l'EDMP, impasse Crozatier. Ses amis du Cher firent de même, avec le député Alain Calmat, dans la salle municipale de Drevant, à côté

de La Groutte, village d'origine de la famille Pennetier, où il avait gardé longtemps des vignes et des vergers pour retrouver l'ambiance rurale de sa jeunesse.

Il avait trois garçons : Michel, né en 1939, Alain en 1945 et Claude en 1947.

Historique de la conservation :

Les documents étaient conservés par Claude Pennetier.

Modalité d'entrée :

Don de Claude Pennetier le 2/10/2020. Ajout d'un don le 9/12/2024 (liste d'adhérents affiliés à un syndicat).

Présentation du contenu :

Le fonds contient des documents épars recueillis au cours des années de militantisme de Marcel Pennetier.

Évaluations, tris et éliminations :

Un tract pour Arlette Laguiller candidate aux élections présidentielles du 5/05/1974 ainsi que n°206 de *Tribune socialiste* n'ont pas été conservés.

Accroissements :

Fonds ouvert.

Mode de classement :

Les dossiers ont été classés chronologiquement.

Conditions d'accès et de reproduction :

Les documents sont librement consultables.

Caractéristiques matérielles :

Documents en état correct, certains sont abîmés, en particulier la presse et les documents datant des années 60 ou antérieurs.

Description :

COTE : PEN-MA-1.

Nouvelle gauche

- Supports de formation pour un stage à Jouy-en-Josas les 26 et 27 avril 1957 : « Juin 36 par Colette Audry », « La révolution russe » par A. Dunoyer.

Union de la Gauche socialiste (UGS) : adhérents ou potentiels adhérents, correspondance¹

- Liste tapuscrite d'adhérents du Nord de Paris ou proche banlieue avec leurs adresses (3 p.) ;
- Liste manuscrite d'adhérents du 9^e arrondissement ;
- Liste de noms « 18^e section » ;
- 5 fiches du secrétariat à l'organisation (demandes d'adhésion ou de contact), 1958-1960 et lettre de Claude Willard à Monsieur Klein du 23/05/1960 recommandant un ami pour adhésion.
- Noms et coordonnées inscrites sur des feuilles volantes ;
- Notes manuscrites personnelles.
- Fiches de renseignement pour adhésion à l'UGS à Paris mentionnant nom, prénom, date de naissance, adresse, téléphone, véhicule, profession, nom et adresse de l'entreprise, syndicat, autres organisations, activités politiques précédentes et origine du contact avec l'UGS : 22 fiches (Balmence, Blaive, Blumenthal, Dentou, Destanque, Dubarry, Genevois x 2, Guenier, Hoppeler, Laidain, Lair, Leprieur avec 2 cartes postales à son adresse, Lerouxel, Mazy, Pauquet, Philippon, Raurich x 2, Ribière, Sarazin, Weitz).
- Carnet d'adresses de destinataires de *Perspectives socialistes* (3) et *Tribune du peuple* (journalistes, journaux et organisations politiques).
- Lettres destinées à Robert Leprieur : carte de Jean Barbut du 5/03/1959, lettre de Moulinier du 23/09/1959 au sujet de résistance au sein de l'armée, lettre de Charles Bintz du 1/09/1959, lettre de Danilo Milic du 9/10/1959, lettre de Moulinier du 8/12/1959 et carte de Danilo Milic du 25/12/1959.
- 3 lettres au destinataire non mentionné (du 27/01/1959, du 22/02/1960 et de Jean Lahitte du 27/03/1960).

PSU, documents programmatiques, 1962

- *Le Courrier du PSU* n°16-17 de janvier-février 1962 : « Projet de programme du PSU ».
 - Note du Secrétariat national du 29 juin 1962 « Projet de programme du parti. IV Les institutions ».
 - Documents du Conseil national des 30 juin et 1^{er} juillet 1962.
 - Commission n°2 : « Chapitre sur l'agriculture », « Chapitre sur la distribution », « Chapitre sur les nationalisations », « Chapitre sur la planification », « Chapitre sur les salaires et la durée du travail ».
 - Commission n°4 : « Chapitre sur les problèmes scolaires ».
- + Note d'information n°7 du Secrétariat national du 23/04/1966 : « I – Rencontre avec François Mitterrand ; II – Rencontre avec le Parti communiste ; III – Indre-et-Loire ».

Grève des mineurs, 1963

- Tract « Pas d'argent pour les mineurs ? Coupez les dépenses de la force de frappe ! »,

¹ Les documents étaient conservés dans un dossier nommé « adresses UGS ».

imprimés au dos d'un tract du M.C.A.A. (2 exemplaires) ;

- Tract du PSU « Mineurs en grève, travailleurs solidaires des grévistes. Le P.S.U. accuse » (4 exemplaires);
- Lettre du 24/02/1963 contenant un rapport sur les positions syndicales dans le bassin des Cévennes accompagné de 3 fiches de paie ;
- Autre rapport et fiches de paie ;
- Circulaire de la Fédération Seine-Banlieue du PSU du 2/03/1963 « Comité de soutien aux mineurs » ;
- Extrait de texte « Quelles peuvent être les bases de notre intervention ? »
- Lettre du 10/03/1963 d'un militant de Lorraine ;
- *L'étincelle* (bulletin de la section Renault du PSU et des militants des entreprises de Billancourt) de mars 1963 contenant un article « Les mineurs ont démontré » ;
- Texte « Le P.S.U. et les grèves », 16-17/03/1963 ; Note politique de Favre Bleibtreu « La grève des mineurs a sa 3ème semaine où en sommes-nous ? » du 20/03/1963 ;
- Tract de la section Air France du PSU « Le combat des mineurs est aussi le nôtre » ;
- Tract du PSU « Aux mineurs ! A tous les travailleurs ! » (2 exemplaires) ;
- Tract de la C.F.T.C. « A partir du 1^{er} mars : grève générale » ;
- Communiqué du Bureau fédéral C.F.T.C. des mines de fer ;
- Lettre des militants C.F.T.C. réunis à Briey à un député du 2/03/1963 ;
- Motion des militants C.F.T.C. réunis à Briey le 2/03/1963 ;
- Tract « Grève générale les 1^{er} et 2 mars 1963 » de la C.G.T. F.S.M. ;
- Document établi par le secrétariat social et professionnel de la C.F.T.C. « Activités sociales » ;
- Notes manuscrites de Marcel Pennetier (textes et notes de réunion).
- Coupures de presse : extraits de *Tribune socialiste* n°141, 142 et 143, coupures de presse du *Monde* de mars et d'avril 1963.

Adhérents du PSU affiliés à un syndicat (vers 1963)

- Listes d'adhérents manuscrites. Les listes sont classées par fédération. Les listes mentionnent les noms, prénom, date d'adhésion, date de naissance, section, centrale syndicale, fonction et adresse.

Adhérents du PSU et des ESU, 1965-1966

- Listes d'adhérents de 1965 ou 1966. Les listes sont classées par fédération, elles-mêmes classées par ordre alphabétique. Les listes mentionnent les noms, prénom et adresse complète ou ville et parfois la profession des adhérents.

Correspondance, 1963-1967

- Lettre de Charles Marie à Marcel Pennetier du 20/02/1963 au sujet du travail d'implantation dans les entreprises (+ note sur le travail en entreprise) ;
- Lettre de Paul Duthel à Marcel Pennetier du 9/11/1966 au sujet de son accident ;
- Lettre de Marcel Meaufront à Marcel Pennetier du 27/11/1966 lui souhaitant un bon rétablissement ;
- Lettre de ? à Marcel Pennetier du 2/12/1966 lui souhaitant un bon rétablissement ;
- Lettre de Robert Guédé à Marcel Pennetier du 5/01/[1967] lui souhaitant un bon rétablissement ;
- Lettre d'Alain Gineste à Jean Pennetier au sujet d'un accident de voiture.

Documents concernant Marcel et Claude Pennetier

- *Tribune du peuple* n°49 du 15/11/1958 : « Dans la circonscription de Villeneuve-Saint-Georges l'U.F.D. présente Marcel Pennetier » ;
- Note « Rendez-vous Bourgeois Chauvin Jules et moi » accompagné de la brochure « Autour de la lettre du 1^{er} octobre 1939 au président Herriot ».
- 2 comptes rendus de l'ouvrage de Claude Pennetier *Le socialisme dans le Cher, 1851-1931* par Ralph Schor et Raymond Huard.

Périodiques

- « D'Amiens à Bourges. Documents », éditions de la vie ouvrière ;
- *Germinal* n°631 du 26 septembre au 2 octobre 1931 ;
- *L'école du Grand Paris F.E.N.* (organe mensuel de la section de la Seine du S.N.I.) n°71 de mars 1953 ;
- *L'étincelle* (publiée par un groupe de militants ouvriers du 14^{ème} arrondissement), janvier 1964 ;
- *Lien* n°1 du 20/09/1969 (S.N.I. de Créteil) ;
- *Informations ouvrières* n°452 du 19 au 26 novembre 1969 ;
- Document de l'école émancipée « L'école émancipée et le syndicalisme enseignant. Pour un syndicalisme révolutionnaire ».

Années 1980

- « Adieu aux partis communistes. Participation au débat « Quel parti pour l'Autogestion ? » ; signé Jacques Privas, janvier 1985, 21 p.
- Texte « Appel » de Jean-René Chauvin, Gérard Chaouat et Daniel Hantson, en vue des élections législatives de 1986 ;
- Texte « Il n'est plus temps de courir, il faut réfléchir un brin ou le vieux monde n'est plus ce qu'il était » par Jean-René Chauvin, Gérard Chaouat et Daniel Hantson, [1985], 29 p.
- Lettre d'Yvan Craipeau à Jean-René Chauvin du 14-15/06/1985, en réaction au texte « Il n'est plus temps de courir... » ; ;
- Lettre de René Schulbaum à Jean-René Chauvin du 15/06/1985, en réaction au texte « Il n'est plus temps de courir... » ; ;
- Lettre de F. Vergne du 13/07/1985, en réaction au texte « Il n'est plus temps de courir... » ;
- Lettre de Michel Lequenne à Jean-René Chauvin, Gérard Chaouat et Daniel Hantson du 30/07/1985, en réaction au texte « Il n'est plus temps de courir... » ;
- Lettre d'Alain Le Dem à Jean-René Chauvin, Gérard Chaouat et Daniel Hantson de juillet 1985, en réaction au texte « Il n'est plus temps de courir... » ;
- Lettre d'Alain Bihl du 2/10/1985, en réaction au texte « Il n'est plus temps de courir... » ;
- Texte « A 18 ans, j'ai vécu juin 1936 » de Jacques Essel, février 1986 ;
- Texte de Jean-René Chauvin « Aux camarades C.C. de la L.C.R. », [1986] ;
- Texte de Jean-René Chauvin « L'Arc-en-Ciel ou la cacophonie inachevée et l'aphonie permanente », 25/10/1987 ;
- Texte de Jean-René Chauvin « Note de fumée sur la Glasnot », 9/11/1987 ;
- Texte de Jean Baumgarten « Glasnot cela veut dire démocratie. (Réponse à Jean-René Chauvin », 30/11/1987 ;
- Texte d'Alain le Dem « Pour redonner vigueur au mouvement socialiste », [1987].